
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 20/3 (1993)

DOI: 10.11588/fr.1993.3.58625

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

considérables, faut-il pour autant donner raison aux historiens communistes? On verra, en prenant deux exemples, que l'auteur n'esquive pas le débat.

Concernant l'approbation de la déclaration de guerre en 1914, il récuse la notion de trahison en soulignant que la base syndicale était indéniablement réformiste: c'est seulement *après* que, par suite de la dégradation de la situation sociale, apparaissent des tensions entre la base et l'appareil. Quant à l'attitude de l'ADGB en 1932, au moment du putsch de von Papen en Prusse, Ruck y voit bien la faillite du légalisme social-démocrate face à la menace du III^e Reich. Mais il fait valoir qu'on ne pouvait rien attendre des partis de la coalition de Weimar ni des autres syndicats, et que toute résistance destinée à sauver l'honneur aurait été irresponsable. Il est clair en revanche, que le discours de Bernau, où Théodore Leipart cherche à manifester la loyauté du syndicalisme en prenant ses distances vis-à-vis du SPD, dépasse les bornes de la prudence.

Concernant la rupture de la Grande Coalition en 1928, c'est de l'historiographie conservatrice que l'auteur se démarque: à son avis, il est faux de dire que le syndicalisme libre ait manqué de sens de l'Etat. Les dés étaient jetés depuis bien longtemps au sein du groupe parlementaire social-démocrate lorsque l'ADGB s'oppose à la réduction des prestations de l'assurance chômage. De plus, au delà de la portée intrinsèque de la mesure, apparemment réduite, il s'agit bel et bien de défendre le principe même de l'Etat social, ancré dans la constitution. Enfin et surtout, il est clair que le débat sur l'assurance chômage n'était que l'occasion pour les conservateurs de se débarrasser du SPD après le règlement de la question des réparations. Soucieux de bien délimiter les responsabilités, Ruck crédite cependant la direction syndicale de deux fautes tactiques: l'erreur de penser que la rupture de la coalition serait suivie d'élections et l'absence d'une stratégie de défense des salariés si le SPD passait à l'opposition.

Dense et précis, ce livre remplit parfaitement son objectif didactique. Mais il fait plus en amorçant une réflexion sur les grandes lignes de continuité historiques. Au delà du débat engagé dans la conclusion avec Heinrich Potthoff sur le poids de l'étatisme dans l'identité syndicale allemande, il nous paraît intéressant de mieux cerner la place occupée dans celle-ci par le besoin d'autonomie. Ce besoin n'est-il pas présent dans l'attachement porté à la *Zentralarbeitsgemeinschaft*, qui aux dires de Ruck correspond bien à la croyance en une «communauté d'intérêt des producteurs»? Et ne le retrouve-t-on pas aussi dans la gêne des dirigeants de l'ADGB face à l'emprise croissante de l'Etat sur la négociation collective, nonobstant le bénéfice qu'en tirent tout d'abord les salariés? Approfondir la question, ce serait mieux comprendre les origines de l'autonomie conventionnelle en RFA.

Alain LATTARD, Stains

Nieder die Waffen – die Hände gereicht! Friedensbewegung in Bremen 1898–1918. Katalog zur gleichnamigen Ausstellung, hg. im Auftrag des Staatsarchivs Bremen von Helmut DONAT und Andreas RÖPCKE, Bremen (Donat) 1989, 224 p.

Le nationalisme et le militarisme dont l'empreinte est indélébile sur l'histoire de l'Allemagne depuis plus d'un siècle ne doivent jamais faire oublier le militantisme d'une minorité d'Allemands pour une politique de paix et de démocratie. Toujours considérés comme un «corps étranger dans les mentalités prussiennes et allemandes», ils ont été constamment en butte à des persécutions – même après 1945. L'histoire du mouvement de la paix en Allemagne fut souvent refoulée, occultée puisqu'en contradiction avec la militarisation de la politique et de la société.

Cependant, grâce à une politique municipale faite de libéralisme et de tolérance, certaines villes ont développé un travail fructueux en faveur de la paix, dépassant largement les frontières de la cité: ce fut le cas de la ville libre de Brême et ce catalogue rapporte les activités

multiples des sections pacifistes implantées dans la cité hanséatique, depuis l'empire allemand jusqu'à la fin de l'ère Adenauer. Une série d'articles d'une grande rigueur scientifique relatent l'implication des groupes de Brême dans une dimension nationale, les répercussions sur la communauté allemande. Un excellent choix de photographies, d'affiches, de tableaux et de caricatures illustrent et complètent cet ouvrage. Tous les documents se trouvent aux Archives de la ville de Brême et aux Archives de la Police municipale; la minutie des procès-verbaux fournissent de précieux renseignements sur les réunions et meetings des pacifistes et la part importante des journaux locaux – notamment la *Bremer Volkszeitung* avec Hans Hackmack et la *Bremer Arbeiterzeitung* avec le social-démocrate Alfred Faust – dans le soutien de la lutte pour la paix.

L'importance du mouvement à Brême est due pour une grande part aussi aux personnalités marquantes qui en assumèrent la responsabilité, cherchant constamment à dépasser les clivages des classes sociales. Parmi beaucoup d'autres, citons en particulier Albert Kalthoff, Auguste Kirchhoff, Ludwig Quidde. Le pasteur Albert Kalthoff, écrivain, antimilitariste, qui jouit d'un grand prestige dans la bourgeoisie libérale dans laquelle il compte de nombreux amis, fut longtemps président de la section locale de la *Deutsche Friedensgesellschaft* (Société Allemande pour la Paix), créée en 1898 à La Haye. Proche du parti social-démocrate, bien implanté dans la cité, il travailla en étroite collaboration avec le *Bremer Lehrerverein* (Association des instituteurs de Brême) pour la démocratisation de l'enseignement.

Femme du Président du tribunal de Première Instance de Brême, membre du conseil municipal (Senat) et, de ce fait, en butte à de vives critiques, Auguste Kirchhoff (1867–1940) créa en 1919 la section locale de la *Internationale Frauenliga für Frieden und Freiheit* (Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté). Elle avait eu le courage en pleine guerre, de participer au congrès fondateur de l'I.F.F.F. à la Haye, en 1915. Avec Rita Bardenheuer, présidente de la section locale du *Deutscher Frauenstimmrechtsbund* (Ligue Allemande pour le droit de vote des Femmes), les grands axes de leur lutte furent le militarisme – notamment la guerre chimique et la mise au pilori des usines qui travaillaient à la fabrication des gaz mortels sous la République de Weimar – et l'antisémitisme.

Le plus connu des Brémois, l'historien Ludwig Quidde (1858–1941), prix Nobel de la paix en 1927, président national de la D.F.G. jusqu'en 1929, fut d'ailleurs »mis au ban« par ses collègues à cause de son action en faveur de la paix: accusé de trahison à la patrie, il n'obtint jamais de chaire de professeur d'université et ce malgré sa renommée internationale.

Sous la République de Weimar, ni le mouvement national, ni la section locale ne furent de taille à résister aux attaques sans cesse plus virulentes des nationalistes. Après la Deuxième Guerre mondiale, la volonté de paix fut clairement exprimée dans la Constitution de la ville libre de Brême. En 1951, il y eut un blocus momentané de tout transbordement d'armes anglo-américain à Brême et à Bremerhaven, sous l'impulsion de l'Église confessante, mais peu à peu, les sondages favorables à la remilitarisation l'emportèrent. Cependant les pacifistes restèrent nombreux et vigilants, se battant avec les objecteurs de conscience et pour la suppression des essais nucléaires. Au Congrès fédéral de la D.F.G. à Brême, en 1958, le pasteur Martin Niemöller lança un appel solennel pour l'arrêt de l'armement atomique sur la planète, mais l'appel ne fut guère entendu.

Marianne WALLE, Rouen

»Der Zerfall der europäischen Mitte«. Staatenrevolution im Donaauraum. Berichte der Sächsischen Gesandtschaft in Wien 1917–1919, hg. von Alfred OPITZ, Franz ADLGASSER, Graz (W. Neugebauer) 1990, XXXIII–363 S. (Quellen zur Geschichte des 19. und 20. Jh., 5).

Editionsprojekte sind langwierig und haben ihre eigene Geschichte. Im vorliegenden Fall reicht sie vierzig Jahre zurück. Zu Beginn der fünfziger Jahre faßte Alfred Opitz, damals